



Communiqué de presse

Anniversaire du rapport de l'Enquête nationale sur les FFADA marqué par l'inaction, les retards.

Le 3 juin 2020 (Ottawa, Ont.) - Le 3 juin 2019, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) a publié son rapport final. Un an plus tard, les peuples autochtones du Canada continuent d'attendre une action significative concernant les 231 appels à la justice inclus dans le rapport final.

Le tout premier appel à la justice dans le rapport demande que « L'accès à tous ces programmes doit être exempt d'obstacle et ceux-ci doivent être applicables sans égard au statut des personnes visées ou à leur emplacement » et ce pour la mise en œuvre d'un plan d'action national. Malgré cette demande claire, le gouvernement fédéral continue d'appuyer une « approche fondée sur les distinctions » qui exclut la majorité des Autochtones des programmes et des services.

Le Congrès des peuples autochtones (CPA) était un parti ayant qualité pour agir dans le cadre de l'Enquête nationale, soulignant les lacunes de l'approche fédérale en matière de soutien aux femmes, aux filles et aux minorités sexuelles autochtones à travers le Canada. L'incapacité à soutenir les populations autochtones hors réserve et non inscrites a été identifiée à plusieurs reprises comme un facteur de risque conduisant à la violence et à la mort.

Cette approche inégale a été plus claire que jamais à travers la réponse fédérale à la pandémie de la COVID-19. Des centaines de millions de dollars ont été alloués à une minorité d'Autochtones sur la base de leur appartenance à des certaines organisations, tandis que la majorité n'a reçu qu'une petite fraction du budget total alloué. La frustration continue de monter avec l'annonce, la semaine dernière, de nouveaux retards concernant un plan d'action national et l'absence d'une voie claire à suivre.

« Les actions de ce gouvernement sapent la confiance que les appels à la justice sont pris au sérieux », a déclaré le chef national du CPA Robert Bertrand. « Le CPA est partenaire depuis le début du processus de l'Enquête nationale sur les FFADA. Nous avons informé le gouvernement à plusieurs reprises des lacunes de son approche, mais n'avons pas vu de changements significatifs. »

-30-

Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:

Jessica Dawson, adjointe executive

613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org